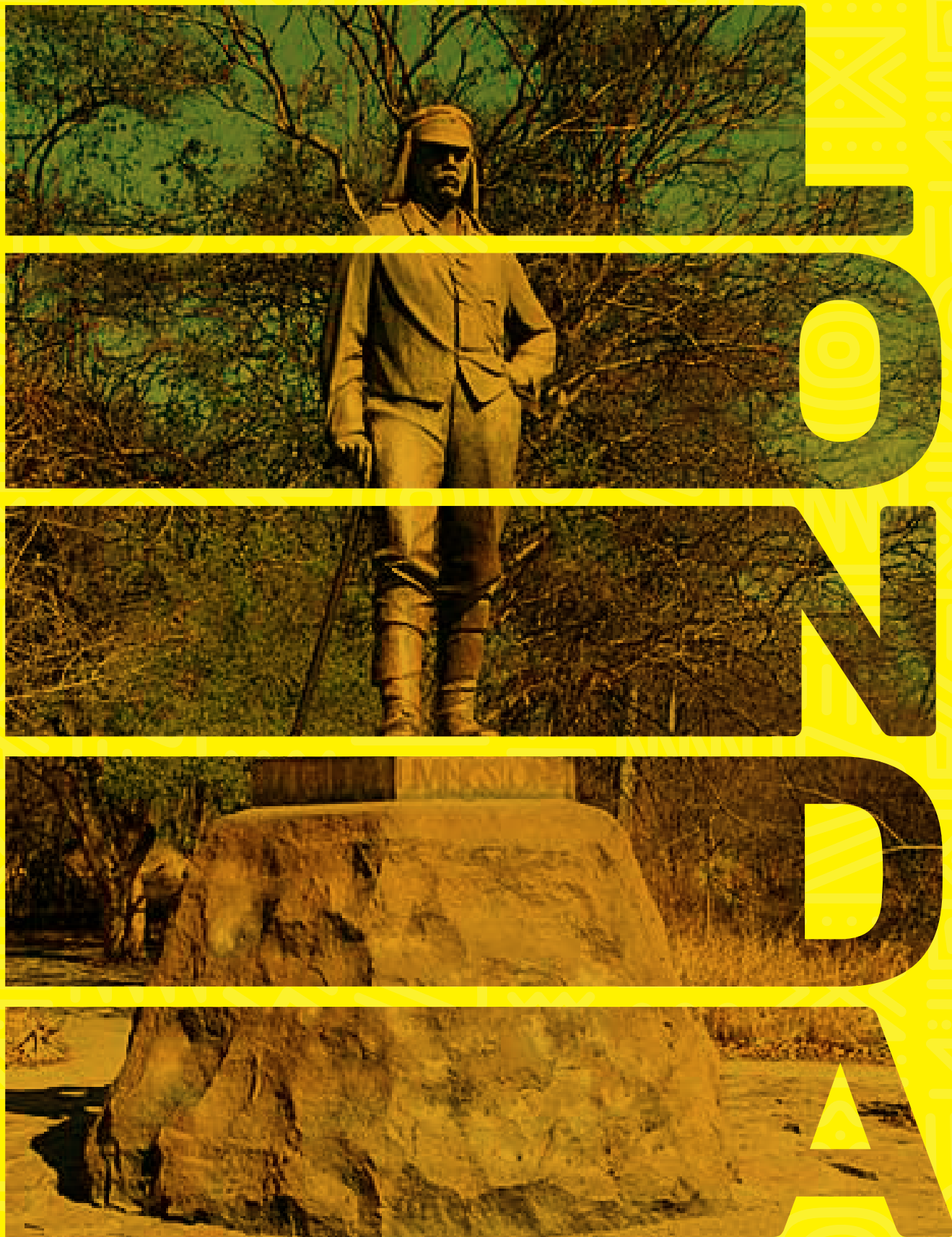




RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
ZAMBIE

2024

Résumé

Le rapport Londa Zambie évalue les développements clés qui ont eu lieu dans l'espace des technologies de l'information et des communications et des droits de l'homme en Zambie en 2024. Le rapport couvre des domaines thématiques tels que la liberté d'expression en ligne, la protection des données, la cybersécurité et l'inclusion numérique. Il examine également la mise en œuvre du Fonds pour l'accès et le service universels. Le rapport a été élaboré à partir d'une combinaison de recherches documentaires et quantitatives, ainsi que de discussions avec des experts. L'édition de cette année est aussi renforcée par l'introduction de l'indice TheScore, propriété de Paradigm Initiative, qui évalue la conformité de la Zambie avec les considérations relatives aux droits de l'homme guidées par la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

En 2024, période considérée, le secteur des TIC a connu quelques développements importants. Il s'agit notamment du lancement d'un quatrième opérateur de téléphonie mobile, Zed Mobile, qui s'est engagé à investir 400 USD dans ses activités. Le ministère de la technologie et des sciences a lancé la politique nationale en matière d'intelligence artificielle, attendue depuis longtemps, et le secteur a également continué à attirer l'attention de sources mondiales, Google Cloud s'engageant par exemple à établir un centre d'excellence en Zambie. Dans l'ensemble, l'utilisation des services mobiles et de l'internet a poursuivi sa trajectoire positive au cours de la période considérée, un plus grand nombre d'individus ayant accès aux services.

Toutefois, les inquiétudes ont pareillement été nombreuses au cours de la période examinée, avec la multiplication des arrestations de dirigeants de l'opposition, de journalistes et de militants des droits civils, sous des chefs d'accusation allant de la sédition à l'incitation à la haine. Le gouvernement a également poursuivi ses tentatives d'adoption des projets de loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, qui ont été mis en garde par la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, car ils contiennent des dispositions violant les droits de l'homme.



Introduction

La Zambie est un pays enclavé d'Afrique australe qui partage ses frontières avec huit pays : l'Angola, la Tanzanie, le Zimbabwe, la Namibie, la République démocratique du Congo, le Mozambique, le Malawi et le Botswana.¹³⁷³ L'économie du pays est fortement tributaire de l'exploitation minière, qui contribue de manière significative à son produit intérieur brut (PIB), qui s'élevait à 27,6 milliards de dollars en 2023, ainsi qu'aux recettes fiscales et aux recettes d'exportation.¹³⁷⁴ Le secteur agricole est également un pilier, employant plus de 70 % de la population zambienne.¹³⁷⁵ La Zambie est une démocratie stable, caractérisée par des élections et des passations de pouvoir relativement pacifiques. Le président actuel, Hakainde Hichilema, et son Parti uni pour le développement national (UPND) sont arrivés au pouvoir en août 2021 après une sixième tentative à la présidence.¹³⁷⁶ Cette victoire est largement due au soutien des jeunes du pays, Hakainde ayant gagné en popularité en promettant d'améliorer la trajectoire de croissance socio-économique du pays, affectée par des années de déclin économique et de mauvaise gestion politique.

Cependant, le redressement économique a été lent à se matérialiser et une grande partie de la population du pays vit dans la pauvreté, alors que l'inflation élevée et le faible pouvoir d'achat des consommateurs contribuent à l'insatisfaction croissante des citoyens. Dans ce contexte, le pays se rapproche également des élections présidentielles d'août 2026, qui ont vu les tensions s'aggraver entre le parti sortant et les partis d'opposition.¹³⁷⁷

La Zambie obtient un score de 45 sur 60 dans l'indice TheScore de Paradigm Initiative. Il s'agit d'un indice des droits numériques qui évalue la conformité du pays avec les éléments clés des droits de l'homme et s'appuie sur la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Le huitième plan de développement national de la Zambie considère les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme un élément essentiel de la transformation économique du pays. Cependant, il admet également que des facteurs tels qu'une infrastructure limitée, de faibles compétences numériques et un accès restreint aux appareils TIC¹³⁷⁸ ont contribué aux défis auxquels le secteur est confronté.

Un certain nombre d'institutions et d'acteurs jouent un rôle dans le secteur des TIC en Zambie. Le principal d'entre eux est le ministère de la technologie et des sciences, qui supervise l'élaboration et la mise en œuvre de la politique des TIC, tandis que l'Autorité zambienne de l'information et des communications (ZICTA) est le régulateur du secteur. La division du gouvernement électronique (e-Gov), aussi connue sous le nom de Smart Zambia Institute, a été créée par la signature de Hichilema du Commencement Order for the Electronic Government Act No. 41 of 2021 (décret d'entrée en vigueur de la loi sur le gouvernement électronique n° 41 de 2021). L'Institut est responsable de la gestion et de la promotion des services et processus du gouvernement électronique pour l'amélioration de la prestation des services publics.¹³⁷⁹ Il est guidé par le Plan national de gouvernement électronique 2023 - 2026 qui pose les bases d'une amélioration de la prestation de services, de l'accessibilité, de

1373 Atlas mondial « Quels pays bordent la Zambie ? » (2025) <https://www.worldatlas.com/articles/what-countries-border-zambia.html> (consulté le 13 octobre 2024).

1374 Rapport minier 2024 de PwC en Zambie (2024) <https://www.pwc.com/zm/en/publications/zambia-mining-report.html#:~:text=The%20mining%20sector%20continues%20to%20be%20a%20cornerstone,domestic%20product%20%28GDP%29%2C%20tax%20revenues%20and%20export%20earnings> (consulté le 30 octobre 2024).

1375 Fonds monétaire international « Stimuler la productivité et renforcer la résilience climatique dans le secteur agricole zambien » (2023) <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/257/article-A003-en.xml> (consulté le 3 novembre 2024).

1376 BBC 'Élections en Zambie : Hakainde Hichilema bat le président Edgar Lungu' (2021) <https://www.bbc.com/news/world-africa-58226695> (consulté le 30 octobre 2024).

1377 Bulawayo 24 News « Edgar Lungu, la Coalition Tonse et le paysage politique zambien : un choc de visions avant les élections de 2026 » (2024), (consulté le 27 novembre 2024).

1378 Ministère des finances et de la planification nationale « 8NDP (2022-2026) ».

1379 Institut Smart Zambia <https://www.szi.gov.zm/> (consulté le 21 novembre 2024).

la transparence et de l'efficacité entre le gouvernement, les citoyens et le secteur privé.

Le paysage des TIC en Zambie est également façonné par un certain nombre de lois ainsi que par des politiques essentielles telles que la politique nationale des TIC 2023, la stratégie nationale de transformation numérique 2023 - 2027, la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale des TIC 2022 - 2026 et le plan stratégique 2022 - 2026.¹³⁸⁰

Accès à l'internet

À la mi-2024, la Zambie comptait 21,9 millions de cartes SIM mobiles, ce qui représente une croissance de 8,9 % en glissement annuel et un taux de pénétration de 109,2 %, selon les données officielles de ZICTA. Le nombre d'abonnements à l'internet a de plus augmenté de 10,2 % par rapport à 2023, pour atteindre 12,6 millions, soit 64,1 % de la population du pays. À la fin du mois de juin 2024, il y avait 93 licences valides dans le secteur des TIC, soit une augmentation par rapport aux 89 licences délivrées l'année précédente.¹³⁸¹ En termes d'accessibilité des services de connectivité, le coût des services de données en Zambie peut être considéré comme relativement prohibitif, surtout si l'on tient compte du coût élevé de la vie dans le pays.

Le coût de la vie en Zambie est estimé à 852 \$ par mois pour une personne,¹³⁸² par rapport à un salaire mensuel moyen de 6 000 ZMW (212 \$) par mois.¹³⁸³ Selon les dernières données disponibles, le rapport Worldwide Mobile Data Pricing 2022 de Cable.co.uk a révélé que le prix moyen d'un gigaoctet de données est de 8,01 dollars.¹³⁸⁴ Les données de la même entreprise ont également révélé que le coût moyen du haut débit mensuel dans le pays s'élevait à 44,63 USD, contre 62,66 USD en Afrique subsaharienne pour l'année 2024.

Liberté d'expression

La Constitution nationale de 2016¹³⁸⁵, affirme le droit à la liberté d'expression¹³⁸⁶, de réunion et d'association¹³⁸⁷, l'accès à l'information¹³⁸⁸, et la protection de la vie privée.¹³⁸⁹ La Zambie est par ailleurs signataire d'instruments régionaux et mondiaux relatifs aux droits de l'homme qui arguent la liberté d'expression en ligne et hors ligne, y compris la cybersécurité et la protection des données. Il s'agit notamment de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)¹³⁹⁰, de la Convention internationale sur les droits civils et politiques (ICCPR)¹³⁹¹, de la Déclaration de Windhoek pour le développement d'une presse libre, indépendante et pluraliste¹³⁹², de la Déclaration de la Plateforme africaine sur l'accès à l'information (APAI)¹³⁹³ et de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo)¹³⁹⁴, parmi d'autres. Habilitée par la loi de 2010 sur l'Autorité indépendante de radiodiffusion (IBA), l'Autorité indépendante de radiodiffusion est le régulateur des services de radio et de télévision du pays.¹³⁹⁵

En ce qui concerne les libertés en ligne, pour 2024, la Zambie est classée «partiellement libre», avec un score de 62, sur le tableau de bord de Liberté sur le Net 2024. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à la note de 59 obtenues par le pays en 2023.¹³⁹⁶ Le pays n'a pas connu de coupure

1380 Kalembe « Mutati lance une politique des TIC et un plan stratégique de transformation numérique » (2023) <https://kalembe.news/business/2023/10/14/mutati-launches-ict-policy-digital-transformation-strategic-plan/> (consulté le 11 novembre 2024).

1381 ZICTA « Rapport de marché semestriel 2023 » (2023) https://www.zicta.zm/market-reports/2023_mid_year_market_report.pdf (consulté le 5 novembre 2024).

1382 Coût de la vie « Coût de la vie en Zambie » (2024) <https://livingcost.org/cost/zambia> (consulté le 9 janvier 2024).

1383 Enquête sur le salaire moyen « Salaire moyen en Zambie » <https://www.averagesalarysurvey.com/zambia> (consulté le 9 janvier 2024).

1384 Cable.co.uk « Tarification mondiale des données mobiles 2022 (2023) » <https://www.cable.co.uk/mobiles/worldwide-data-pricing/> (consulté le 12 janvier 2024)

1385 Loi 18 de 2016 sur la constitution de la Zambie.

1386 Constitution de la Zambie, loi 18 de 2016, article 20, point 13, ci-dessus.

1387 n 13 ci-dessus, art. 29.

1388 n 13 art 21.

1389 n 13, art 17.

1390 Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) Déclaration sur la liberté d'expression et l'accès à l'information, <https://www.achpr.org/legalinstruments/detail?id=69> (consulté le 9 novembre 2024).

1391 Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), <https://www.un.org/en/aboutus/universal-declaration-of-human-rights> (consulté le 9 novembre 2024).

1392 Déclaration de Windhoek.

1393 Plate-forme africaine sur l'accès à l'information <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 9 novembre 2024).

1394 Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection> (consulté le 12 décembre 2023).

1395 Loi sur l'Autorité indépendante de radiodiffusion (modifiée en 2010)

1396 Zambie, Freedom House disponible sur <https://freedomhouse.org/country/zambia/freedom-net/2024> (consulté le 19 octobre 2024)

d'internet depuis une coupure partielle d'août 2021 qui a duré 48 heures. Pendant cette période, les plateformes de médias sociaux telles que WhatsApp, Facebook, Messenger et Twitter étaient inaccessibles. Cela a coïncidé avec les élections présidentielles qui ont vu le changement de pouvoir du parti alors au pouvoir, le Patriotic Front (PF), dirigé par Edgar Lungu, au profit du Parti uni pour le développement national de Hakainde Hichilema.¹³⁹⁷

Il est préoccupant de constater que les arrestations de dirigeants de l'opposition se sont multipliées au cours de la période considérée. En août 2024, les services de police zambiens ont arrêté le secrétaire général du PF, Raphael Nakacinda, pour sédition. Il est accusé d'avoir violé la section 57 (1)(b) et la section 60 (1)(b) de la loi sur le code pénal, chapitre 87 des lois zambiennes.¹³⁹⁸ Le média News Diggers a rapporté que l'arrestation faisait suite à des commentaires de Nakacinda encourageant les partisans d'Edgar Lungu à se rendre à la résidence de l'ancien président où, selon lui, les forces de l'ordre effectuaient une descente, ordonnée par le président Hakainde Hichilema.¹³⁹⁹

Le même mois, le Dr Fred M'membe, chef du Parti socialiste, a également été arrêté et accusé de pratiques séditeuses après avoir publié sur ses comptes X (anciennement Twitter) et Facebook un article intitulé «Tshisekedi parle aux évêques catholiques de la RDC du versement de 20 millions de dollars pour acheter le silence de la Zambie. Selon MISA Zambie, Rae Hamonga, le responsable des relations publiques de la police zambienne, a affirmé que cet article avait pour but de «susciter la haine ou le mépris ou d'inciter à la désaffection à l'égard du gouvernement tel qu'il est établi par la loi.»¹⁴⁰⁰

D'autres acteurs ont été accusés de sédition et d'espionnage au cours de la période considérée, notamment Edith Nawakwi, leader du Forum pour la démocratie et le développement (opposition), Brebner Changala, militant des droits civils, et Munir Zulu et Maureen Mubongo, membres du Parlement.¹⁴⁰¹ En novembre 2024, les évêques catholiques de Zambie ont publié une déclaration exprimant leur inquiétude face au nombre d'arrestations de dirigeants de l'opposition. La déclaration faisait la distinction entre les arrestations pour corruption et celles de «nature politique qui relèvent de l'exercice des droits démocratiques».¹⁴⁰²

En octobre 2024, la police zambienne a arrêté le journaliste d'investigation et consultant en chef du Zambian Whistleblower Thomas Allan Zgambo. Bien que les raisons n'aient pas été divulguées, The Mast Newspaper a rapporté qu'un officier de police ayant parlé sous couvert d'anonymat a révélé que Zgambo a été arrêté sur des allégations de diffamation criminelle.¹⁴⁰³ En réponse, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a publié une déclaration condamnant les autorités zambiennes pour la détention sans inculpation de Zgambo et a appelé à sa libération immédiate et inconditionnelle. Le CPJ a noté que c'était la troisième fois que Zgambo était arrêté, avec des arrestations antérieures en novembre 2023 sur une accusation de pratiques séditeuses liées à un article qu'il a écrit critiquant le gouvernement sur les importations de nourriture, et en août 2023, à nouveau sur une accusation de sédition pour avoir appelé le gouvernement à révéler tout lien entre une propriété qu'il a louée et le président zambien Hakainde Hichilema. Le CPJ a également noté que la dernière arrestation de Zgambo a eu lieu le jour même où Hichilema s'est engagé à défendre la liberté de la presse.¹⁴⁰⁴

Ces incidents ont par ailleurs suscité des inquiétudes au niveau mondial. En août 2024, les experts des Nations Unies ont condamné les allégations d'arrestations et de détentions arbitraires pour rassemblement illégal, espionnage, discours de haine et pratiques séditeuses à l'encontre

1397 The Verge « WhatsApp, Twitter et Facebook seraient bloqués en Zambie pendant l'élection présidentielle » (2021) <https://www.theverge.com/2021/8/12/22621875/whatsapp-twitter-facebook-blocked-zambia-presidential-election> (consulté le 22 novembre 2024)

1398 Zambia Monitor : « Le chef du parti, Nakacinda, arrêté pour pratiques séditeuses » (2024) https://www.zambiamonitor.com/party-chief-nakacinda-arrested-for-alleged-seditious-practices/#google_vignette (consulté le 19 novembre 2024).

1399 News Diggers : « La police arrête Nakacinda pour sédition » (2024) <https://diggers.news/local/2024/10/03/police-nab-nakacinda-for-sedition/> (consulté le 19 novembre 2024).

1400 MISA Zambia 'Socialist President Fred M'membe arrested for seditious practices' (2024). <https://register.misa.org/2024/08/12/socialist-party-president-fred-mmembe-arrested-for-seditious-practices/#:~:text=On%20August%208%2C%202024%2C%20the%20Zambia%20Police%20Service,aged%2065%2C%20for%20the%20of%20of%20seditious%20practices> (consulté le 19 novembre 2024).

1401 L'Observatoire zambien « Nawakwi, Changala, Zulu et Mubungo risquent 25 ans de prison alors que l'État dénonce contre eux des accusations d'espionnage » (2024) <https://www.zambiamonitor.com/nawakwi-changala-zulu-mubungo-risk-25-years-jail-term-as-state-slams-espionage-charges-on-them/> (consulté le 20 novembre 2024)

1402 The International Catholic News Weekly, « Les évêques zambiens condamnent les menaces contre les « droits démocratiques » », (2024), <https://www.thetablet.co.uk/news/zambian-bishops-condemn-threats-to-democratic-rights/> (consulté le 22 novembre 2024).

1403 The Mast, « La police arrête le journaliste Thomas Zgambo », (2024), https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=848840817448532&id=100069678643839&rdid=trBK2sQNpIXsBH7 , (consulté le 20 novembre 2024).

1404 ZANIS TV « La promesse d'une nouvelle aube pour la liberté de la presse est là pour durer » - HH' (2022) <https://www.facebook.com/watch/?mibextid=WC-7FNe&v=858448373122944&rdid=98tZClvdsrlskU5E> (consulté le 13 novembre 2024)

de dirigeants et de membres de partis politiques d'opposition, de parlementaires, de défenseurs des droits de l'homme et d'activistes, ainsi que les restrictions imposées aux rassemblements, réunions, manifestations pacifiques et rassemblements en Zambie.¹⁴⁰⁵ Les experts de l'ONU ont relevé 26 cas de ce type depuis janvier 2022, notant en outre que dans certains cas, des personnes ont fait l'objet de représailles pour avoir exprimé des opinions divergentes et critiques, tandis que dans d'autres cas, les cas visaient à «restreindre la participation à la vie politique et publique».¹⁴⁰⁶ La Conférence des évêques catholiques de Zambie a fait part de son inquiétude face à l'augmentation du nombre d'arrestations et de la durée de détention des dirigeants de l'opposition.¹⁴⁰⁷

Les récents développements dans le pays ont soulevé des questions sur l'engagement du parti au pouvoir à respecter les principes de la liberté de parole et d'expression, en particulier en ce qui concerne l'utilisation par les citoyens des outils numériques et des plateformes de médias sociaux pour exprimer leurs opinions sur les questions socio-économiques dans le pays. En octobre 2024, le directeur adjoint des médias du parti UPND, Cheelo Katambo, a vivement critiqué ZICTA pour ce qu'il a appelé «l'embarras continu de notre président, comme si nous étions une nation sans lois ni institutions», qui se déroulait en ligne.¹⁴⁰⁸ Le même mois, le directeur général de la ZICTA, Choolwe Nalubamba, a démissionné de ses fonctions, sans que l'on sache pourquoi.¹⁴⁰⁹

Selon les données de Meta, la plateforme de médias sociaux a reçu des demandes légales du gouvernement zambien, une était une demande de divulgation d'urgence, et cinq demandes d'utilisateurs/de comptes du gouvernement entre juillet et décembre 2023. La plateforme de médias sociaux ne s'est conformée à aucune de ces demandes

La Zambie est depuis longtemps signataire de la plateforme africaine sur l'accès à l'information.¹⁴¹⁰ En décembre 2023, le président Hakainde Hichilema a promulgué la loi historique sur l'accès à l'information, qui était en suspens depuis plus de 20 ans et avait suscité de vives controverses. Cette loi vise à éliminer les goulets d'étranglement liés à l'accès aux informations vitales de l'État et d'intérêt public, à instaurer la confiance entre le gouvernement et les citoyens et à promouvoir la responsabilité, la transparence et les droits de l'homme dans le pays. Toutefois, certaines organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme ont indiqué que si la loi actuelle répond aux normes internationales acceptables, elle doit encore être améliorée. Par exemple, bien que la majorité des ministères s'efforcent de fournir des informations essentielles telles que les discours sur le budget et les déclarations ministérielles, elles appellent à une divulgation plus proactive et plus détaillée des informations par le gouvernement. Par exemple, la responsabilité du contrôle du respect de la loi incombe au gouvernement par l'intermédiaire du ministère de l'information et non à un organe de contrôle comme la commission des droits de l'homme, comme le prévoit la loi type de l'Union africaine sur l'accès à l'information pour l'Afrique.

1411

Protection des données et de la vie privée

En ce qui concerne la protection des données, le gouvernement a promulgué la loi sur la protection des données en 2021 et créé un bureau de protection des données dont le commissaire est M. Likando Lyuwa.¹⁴¹² Cependant, une cyber-réglementation adéquate a été plus lente à se concrétiser. En août, le cabinet zambien a abrogé la loi n° 2 de 2021 sur la cybersécurité et les cybercrimes et l'a divisée en deux projets de loi distincts: le projet de loi sur la cybersécurité de 2024 et le projet de loi sur les cybercrimes de 2024. Le gouvernement a pris note des principaux

1405 Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, « La Zambie doit immédiatement mettre un terme à la spirale descendante des atteintes aux libertés fondamentales », selon des experts de l'ONU. (2024) <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/08/zambia-must-immediately-halt-downward-spiral-infringements-fundamental> (consulté le 14 Novembre 2024)

1406 Comme ci-dessus

1407 Voix de l'Amérique : « Les évêques catholiques de Zambie expriment leur inquiétude face aux violations des droits de l'homme » (2024) [Zambia's Catholic Bishops Raise Concern Over Rights Violations - allAfrica.com](https://www.allafrica.com/stories/202411250001.html) (consulté le 25 novembre 2024)

1408 CAJ News Africa, « Des têtes tombent au régulateur des télécommunications en Zambie »(2024) <https://www.cajnewsafrica.com/2024/10/15/heads-roll-at-zambia-telecoms-regulator/> (consulté le 25 novembre 2024)

1409 News Diggers « Le directeur général de la ZICTA démissionne » (2024) <https://diggers.news/local/2024/10/11/zicta-dg-resigns/> (consulté le 10 novembre 2024)

1410 Plate-forme africaine sur l'accès à l'information disponible sur <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 20 novembre 2024).

1411 News Diggers « L'accès à l'information : une boîte de Pandore » (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/12/19/access-to-information-bill-a-pandora-box/> (consulté le 20 novembre 2024).

1412 Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) « Le Commissariat à la protection des données arrive » (2023) <https://www.znbc.co.zm/news/office-of-the-data-protection-commissioner-coming/> (consulté le 15 novembre 2023).

objectifs du projet de loi sur la cybersécurité, 2024, notamment la création de l'Agence zambienne de cybersécurité et la sauvegarde des informations critiques et de son infrastructure, entre autres objectifs.

En revanche, le Cyber-Crimes Bill, 2024, vise à criminaliser les activités illégales associées aux systèmes informatiques et aux technologies de l'information et de la communication, tout en assurant la protection des individus contre les cybercrimes et en renforçant la sécurité en ligne pour les enfants.¹⁴¹³ En novembre 2024, le gouvernement zambien a tenté de faire passer les deux projets de loi au Parlement, ce qui a suscité des protestations de la part des parties prenantes, particulièrement du public et de la société civile. Une coalition de plus de 15 organisations de la société civile (dont PIN) s'est rapidement mobilisée contre l'adoption prévue des projets de loi. La coalition s'est inquiétée du fait que certains éléments des projets de loi conféraient au président et au gouvernement un pouvoir démesuré et antidémocratique sur l'utilisation de l'internet par les citoyens; un accès injustifié et à peine entravé aux communications privées des citoyens, des partis politiques et de toutes les entités qui utilisent l'internet dans le pays; des pouvoirs de surveillance étendus des citoyens, des groupes de citoyens et des entreprises sans responsabilité ou justification claire; des crimes définis de manière vague qui entraînent des conséquences hautement punitives; et le pouvoir de supprimer la liberté d'expression et la dissidence. Le 5 décembre, le gouvernement zambien a reporté la lecture des projets de loi au Parlement, invoquant la nécessité d'une consultation plus approfondie.¹⁴¹⁴

Le développement d'un environnement réglementaire robuste et respectueux des droits en matière de cybercriminalité intervient alors que la cybercriminalité constitue une menace croissante pour la sécurité, l'économie et la population de la Zambie. Le rapport national 2022 d'évaluation des risques cybernétiques de la ZICTA a révélé que les secteurs les plus vulnérables sont le gouvernement, les soins de santé et les institutions de l'eau et de l'assainissement. Par ailleurs, les institutions financières et bancaires ont un impact potentiel, dans le pire des cas, pouvant aller jusqu'à 3 % du PIB du pays.¹⁴¹⁵ En novembre 2024, Milner Makuni, directeur de la communication et des technologies numériques du gouvernement, a révélé que la Zambie avait enregistré 100 000 cas de cybercriminalité, principalement sur les plateformes de médias sociaux, en 2022, selon les dernières données disponibles.¹⁴¹⁶

En avril 2024, les efforts combinés de la police (Agence de lutte contre la drogue), du département de l'immigration et de l'unité antiterroriste ont conduit à l'arrestation de 77 personnes accusées de cybercriminalité. Les autorités ont confisqué plus de 13 000 cartes SIM de téléphonie mobile locales et étrangères, deux armes à feu et 78 munitions lors du raid. Si la majorité des personnes arrêtées étaient zambiennes, en juin 2024, 22 ressortissants chinois du syndicat et un ressortissant camerounais ont été parmi les personnes condamnées à des peines allant de 7 à 11 ans et à des amendes de 1500 à 3000 dollars après avoir plaidé coupable à des accusations de fausse déclaration informatique, de fraude d'identité et d'exploitation illégale d'un réseau ou d'un service.¹⁴¹⁷

En février 2024, la police zambienne a annoncé l'arrestation et l'inculpation de quatre suspects, Alick Sakala, Chimango Luhanga, Samuel Mweene et Albert Chikumbi, pour une série d'infractions liées à la cybercriminalité, notamment l'usurpation d'identité, l'incitation à la haine et l'utilisation d'un langage insultant.¹⁴¹⁸

IA et technologies émergentes

En novembre 2024, le gouvernement zambien a lancé sa stratégie en matière d'intelligence artificielle (IA), élaborée en collaboration avec des experts zambiens et soutenue par le gouvernement finlandais et le Tony Blair Institute for Global Change.¹⁴¹⁹ Grâce à ce lancement, le

¹⁴¹³ [Zambian Monitor](https://www.zambiamonitor.com/zambias-cabinet-endorses-new-cyber-security-cyber-crimes-legislation/#google_vignette), « Le gouvernement zambien approuve une nouvelle législation sur la cybersécurité et la cybercriminalité », (2024), https://www.zambiamonitor.com/zambias-cabinet-endorses-new-cyber-security-cyber-crimes-legislation/#google_vignette, (consulté le 20 novembre 2024).

¹⁴¹⁴ [News Diggers](https://diggers.news/local/2024/12/06/laz-media-owners-other-csos-reject-enactment-of-cyber-laws/) Le gouvernement reporte les projets de loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité' 2024 <https://diggers.news/local/2024/12/06/laz-media-owners-other-csos-reject-enactment-of-cyber-laws/> (consulté le 13 janvier 2024)

¹⁴¹⁵ Rapport national d'évaluation des cyberrisques de l'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA) (2022)'.
¹⁴¹⁶ ITweb Africa « L'UIT et la Zambie forment une alliance pour la cybersécurité » (2024), <https://itweb.africa/content/o1jr5qxPGgeqKdWL> (consulté le 21 novembre 2024)

¹⁴¹⁷ AP« 22 ressortissants chinois condamnés à de longues peines de prison en Zambie pour des cybercrimes multinationaux » (2024), <https://apnews.com/article/zambia-chinese-nationals-jailed-cybercrimes-f0e1dec5c4a08a23c270c469f70f8557> (consulté le 20 novembre 2024).

¹⁴¹⁸ Journée zambienne « La police arrête les cybercriminels » (2024), <https://www.facebook.com/zambianday/posts/police-bust-cyber-criminals-police-state-ment-four-suspects-officially-charged-an/1196494231565261/> (consulté le 21 novembre 2024).

¹⁴¹⁹ Gouvernement de la Zambie, « Lancement d'une stratégie d'intelligence artificielle, un tremplin vers la création de richesses et d'emplois » <https://www.mots.gov.zm/?p=4492>

pays rejoint un petit groupe de pays africains, identifiés par Musoni, qui disposent d'une stratégie dédiée à l'IA, dont le Rwanda, le Bénin, l'Égypte, le Maroc, Maurice, la Tunisie, la Sierra Leone et le Sénégal.¹⁴²⁰ La stratégie d'IA comprend cinq domaines d'intervention: (i) les arbres numériques pour améliorer la connectivité, (ii) des données fiables pour l'efficacité et la durabilité, (iii) la confiance pour protéger le cyberspace, (iv) la promotion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, et (v) la création de partenariats.¹⁴²¹

L'adoption d'une stratégie dédiée à l'IA arrive à point nommé puisque le gouvernement adopte déjà l'utilisation des technologies d'intelligence artificielle. Par exemple, en avril 2024, le ministre des Finances a annoncé que le gouvernement rendait opérationnelles les données satellitaires de la station nationale de réception au sol du pays, qui peuvent être utilisées pour permettre l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les domaines de l'agriculture de précision, de la prospection minière et de la gestion des ressources naturelles.¹⁴²²

Inclusion numérique

Le lancement en août 2024 de Zed Mobile, le quatrième opérateur de réseau mobile du pays, bien que positif pour le choix des consommateurs, n'est pas susceptible de faire bouger l'aiguille de manière significative en termes d'amélioration de l'accès aux services mobiles et internet, à moins que l'investissement ne se concentre en dehors des centres urbains du pays, qui sont déjà saturés en termes d'accessibilité au réseau. La stratégie technique de l'opérateur est axée sur le déploiement de la couverture 4G pour les données et la voix, ainsi que sur le déploiement de la 5G. Toutefois, à l'heure actuelle, ses services ne sont disponibles que dans certaines parties de la capitale, Lusaka.¹⁴²³

Dans son discours sur le budget 2025, présenté en octobre 2024, le ministre des finances, Situmbeko Musokotwane, a indiqué que le lancement de Starlink dans le pays, qui a eu lieu en mars 2023, soutient la connectivité des zones non desservies et mal desservies. Afin d'améliorer la prestation des services publics, le gouvernement a également acheté 525 kits Starlink, dont 288 seront installés dans 109 bureaux de poste, 23 centres de ressources pour la jeunesse et les 156 bureaux de circonscription du pays d'ici à la fin de l'année 2024. Le ministre s'est également engagé à ce que les kits soient installés dans des zones comprenant des camps agricoles, des autorités locales sélectionnées et des installations frontalières, d'ici à la fin de l'année 2024.¹⁴²⁴ Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental visant à créer des centres de transformation numérique. Ces centres visent à fournir un accès à Internet, ainsi que des programmes de formation à la culture numérique et à des compétences telles que l'entrepreneuriat numérique et l'innovation.¹⁴²⁵ Le gouvernement a créé 48 centres de transformation numérique, dont 23 sont situés dans des centres de ressources pour la jeunesse et 25 dans des bureaux de poste ruraux. D'ici à décembre 2024, il s'est également fixé pour objectif de transformer 75 bureaux de poste en centres de transformation numérique dotés d'une connectivité internet complète d'ici à la fin de l'année. En 2025, 50 bureaux de poste supplémentaires seront transformés en centres de transformation numérique.¹⁴²⁶

Le gouvernement a aussi annoncé qu'il construirait 202 nouveaux pylônes d'ici à la fin de 2024 afin d'investir dans l'infrastructure de communication et de technologie du pays. Le secteur privé s'est engagé à construire 31 de ces tours, tandis que le gouvernement en construira 171 par l'intermédiaire de la ZICTA, pour un coût de 409 millions de ZMW.¹⁴²⁷

Les problèmes d'électricité qui ont frappé le pays pendant la majeure partie de l'année 2024 ont également eu un impact négatif sur la réduction de la fracture numérique. Le gouvernement a

1420 M Musoni, « Envisager le paysage de la gouvernance de l'IA en Afrique en 2024 » (2024) <https://ecdpm.org/work/envisioning-africas-ai-governance-lands-cape-2024#:~:text=Currently%2C%20less%20than%2010%20African%20countries%20have%20national,Egypt%2C%20Morocco%2C%20Mauritius%2C%20Tunisia%2C%20Sierra%20Leone%2C%20and%20Senegal> (consulté le 4 novembre 2024)

1421 Zambia Monitor « La Zambie lance une stratégie d'intelligence artificielle pour stimuler l'économie numérique » (2024) https://www.zambiamonitor.com/zambia-launches-artificial-intelligence-strategy-to-boost-digital-economy/#google_vignette (consulté le 22 novembre 2024).

1422 Gouvernement de Zambie « Discours sur le budget 2025 » (2024) https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/images/publication_docs/2025%20BUDGET%20SPEECH%20%20FINAL.pdf (consulté le 29 octobre 2024)

1423 Zed Mobile, <https://zedmobile.co.zm/about/> (consulté le 19 novembre 2024)

1424 Gouvernement de Zambie, « Discours sur le budget 2025 » (2024) https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/images/publication_docs/2025%20BUDGET%20SPEECH%20%20FINAL.pdf (consulté le 29 octobre 2024).

1425 The Punch et la Zambie vont construire des pôles numériques nationaux pour un Internet gratuit (2024) <https://www.msn.com/en-xl/africa/other/zambia-to-build-nationwide-digital-hubs-for-free-internet/ar-AA1KItU?ocid=BingNewsVerp> (consulté le 21 novembre 2024).

1426 Gouvernement de Zambie, « Discours sur le budget 2025 » (2024) https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/images/publication_docs/2025%20BUDGET%20SPEECH%20%20FINAL.pdf (consulté le 29 octobre 2024).

1427 Comme ci-dessus.

attribué cette situation à la baisse record du niveau des eaux dans le pays, qui dépend fortement de l'énergie hydroélectrique.¹⁴²⁸ Les opérateurs de réseaux mobiles ont déploré les coûts élevés du déploiement de l'infrastructure de réseau et du maintien des services en raison du déclin marqué de l'accès à l'électricité, les coupures pouvant durer jusqu'à 16 heures par jour. De ce fait, les consommateurs ont également fait les frais de cette situation et se sont battus pour rester connectés aux services de communication dans le pays.

Cependant, dans un élan de connectivité dans le pays, le gouvernement zambien s'est réellement concentré sur l'augmentation des investissements dans l'infrastructure TIC du pays. En juillet 2024, la Banque mondiale s'est engagée à investir 100 millions de dollars US dans l'infrastructure numérique de la Zambie afin d'améliorer l'accès à Internet et aux services numériques pour la population.¹⁴²⁹ En novembre 2024, le fournisseur mondial de connectivité Angola Cables a par ailleurs annoncé qu'il prévoyait d'entrer sur le marché zambien pour fournir une connectivité internet.¹⁴³⁰ En juin, Google, par l'intermédiaire de sa filiale Google Cloud, et le ministère de la technologie et des sciences ont signé un protocole d'accord pour la création d'un centre d'excellence en transformation numérique et en innovation afin de promouvoir le développement des compétences et le partage des connaissances.¹⁴³¹ En octobre 2024, les gouvernements de la Zambie et du Burundi ont signé un protocole d'accord pour relier les deux pays par un câble sous-marin en fibre optique immergé dans le lac Tanganyika. Le Burundi deviendrait ainsi le neuvième pays à être relié à la Zambie par un câble, après l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie et le Zimbabwe.¹⁴³²

Identités numériques

À la fin de 2023, plus d'un million de Zambiens s'étaient inscrits pour obtenir une carte d'identité numérique.¹⁴³³ Cela fait suite à l'introduction du projet Integrated National Registration Information System (INRIS) en 2022, un système de gestion de l'identité nationale biométrique numérique qui remplacera le système d'enregistrement national traditionnel, manuel et sur papier. L'unité présidentielle de mise en œuvre s'est engagée à enregistrer 100 % de la population de plus de 16 ans pour des cartes d'identité numériques dans les six mois suivant la mise en œuvre du projet.¹⁴³⁴ Bien qu'aucune autre information concernant l'adoption ne soit disponible à cet égard, en janvier 2025, la division SMART Zambie a publié un avis de marché général pour des services d'identification numérique et de confiance dans le cadre du projet d'accélération de la Zambie numérique. Dans le cadre de ce projet, le gouvernement vise à développer un cadre d'identification numérique et de services de confiance afin de créer une plateforme «sûre et fiable» pour l'identification des citoyens et leur permettre d'accéder aux services des secteurs public et privé. Le projet a une valeur totale de 100 millions de dollars, et le gouvernement a révélé qu'il avait reçu 6 millions de dollars de la Banque mondiale en tant qu'avance de projet pour l'acquisition de biens, de travaux et de services dans le cadre du projet.¹⁴³⁵

1428 Centre international de développement « Extinction des lumières : la crise de l'électricité en Zambie » (2024) <https://www.theigc.org/blogs/lights-out-zambia-bias-electricity-crisis#:~:text=Low%20water-levels%20at%20the%20main%20reservoirs%20for%20hydroelectric,businesses%20unprepared%20and%20without%20backup%20sources%20of%20energy> (consulté le 16 janvier 2024)

1429 Developing Telecoms « La Banque mondiale s'engage à verser 100 millions de dollars pour un projet d'accélération numérique en Zambie » <https://developingtelecoms.com/telecom-business/telecom-investment-mergers/17043-world-bank-pledges-us-100m-for-zambia-digital-acceleration-project.html> (consulté le 19 novembre 2024).

1430 Developing Telecoms « Angola Cables envisage de s'étendre au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. » (2024), <https://developingtelecoms.com/telecom-technology/optical-fixed-networks/17625-angola-cables-looks-to-expand-into-malawi-zambia-and-zimbabwe.htm> I (consulté le 21 novembre 2024).

1431 ITWeb Africa « Google va ouvrir un centre d'excellence en IA en Zambie » (2024) <https://itweb.africa/content/nWJad7bNdrQ7bjO1> (consulté le 23 novembre 2024)

1432 Developing Telecoms « Le Burundi et la Zambie prévoient une connexion par câble » (2024) <https://developingtelecoms.com/telecom-technology/optical-fixed-networks/17421-burundi-and-zambia-plan-cable-connection.html> (consulté le 21 novembre 2024).

1433 African Wireless Communications « Le premier million de cartes d'identité numériques enregistrées en Zambie » (2023) <https://www.africanwirelesscomms.com/news-details?itemid=7069>

1434 IT Web Africa : Zambie « La Zambie passe à l'identité numérique » <https://itweb.africa/content/P3gQ2qGAWYN7nRD1/ap-6GxRKqYaqb3Wjr> (accessed 15 December 2023). <https://itweb.africa/content/P3gQ2qGAWYN7nRD1/ap-6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 15 décembre 2023).

1435 Mise à jour biométrique « La Zambie publie un avis général d'approvisionnement pour un projet d'identification numérique et de services de confiance » (2025) <https://www.biometricupdate.com/202501/zambia-issues-general-procurement-notice-for-digital-id-trust-services-project>

Révision du Fonds pour l'accès et le service universel

La ZICTA est chargée d'administrer le Fonds pour l'accès et le service universel (UASF) du pays, créé en vertu de la loi de 2012 sur les règlements relatifs aux TIC (accès universel)[47]. Le régulateur a été cohérent dans la collecte de l'UASF, qui s'élève à 1,5 % des recettes des opérateurs, et la gouvernance et l'administration du Fonds se sont améliorées au fil des ans grâce à des réformes institutionnelles et à des plans de mise en œuvre clairs. Bien que le Fonds ne suffise pas à lui seul à combler les déficits du pays en matière de TIC, son impact global est perceptible.

Le rapport annuel de l'autorité de régulation pour 2023, qui est la dernière publication annuelle disponible, indique qu'en 2023, le Fonds d'accès universel (UASF) a utilisé le fonds pour des activités telles que la fourniture de 845 ordinateurs, 25 imprimantes, cinq tableaux intelligents et 21 projecteurs à 25 institutions à l'échelle nationale.

En collaboration avec Fibrecom, l'autorité de régulation a lancé un projet visant à connecter 15 établissements d'enseignement supérieur à l'internet. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'objectif de l'autorité de régulation de fournir des services à large bande à bas prix aux établissements d'enseignement du pays. L'objectif était d'achever le projet en 2024, en connectant 63 établissements d'enseignement au réseau étendu du gouvernement (GWAN), le projet devant être achevé en 2024. Au cours de la même période, l'UASF a également permis la fourniture d'équipements TIC personnalisés aux institutions, en particulier pour les personnes handicapées; l'introduction de la connectivité et la fourniture d'équipements TIC (60 ordinateurs portables, 15 tablettes, 17 imprimantes et un projecteur) à l'hôpital général de Kalulushi et à l'hôpital du district de New Gwembe, ainsi que le développement d'une plateforme d'apprentissage en ligne. Les programmes des 10e et 11e années ont été validés avant la fin de l'année 2023; et le lancement de la construction de 31 tours de communication, dans le cadre du programme des tours de communication. À la fin de 2023, 213 tours avaient été construites dans le cadre du programme.

Dans son rapport semestriel sur le marché pour 2024, le régulateur a annoncé que, dans le cadre de son Fonds pour l'accès et le service universels, il avait entamé la construction de 51 pylônes de télécommunications et le déplacement de 40 pylônes au cours du premier semestre 2024.¹⁴³⁶

Conclusion

2024 a été un mélange de développements positifs et d'inquiétudes pour le paysage zambien des droits et de l'inclusion numériques. Les développements progressifs en matière de TIC, tels que le lancement de la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle, ainsi que l'augmentation constante du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile et d'utilisateurs de l'internet sont louables. Si le pays continue sur cette voie, il sera bien placé pour mettre en place un écosystème TIC intégré et accéléré qui favorise une accessibilité significative, l'innovation, l'esprit d'entreprise et une économie numérique inclusive et résiliente. Cependant, certains domaines menacent ce développement, en particulier l'introduction prévue de projets de loi sur la cybersécurité sans engagement adéquat avec les parties prenantes et sans dispositions promouvant les droits de l'homme, ainsi que les arrestations accrues de journalistes, de défenseurs des droits civils et de dirigeants de l'opposition.

Tableau de l'index des scores avec les scores.

10

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

1436 ZICTA, «Rapport de marché semestriel 2024 du secteur des TIC », (2024), consulté le 10 novembre 2024.

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP (P comme Principe)	Score	Justification
Fermeture d'Internet	P38(2)	5	Les coupures d'Internet n'ont généralement pas été la norme dans le parcours technologique de la Zambie. Il n'y a pas eu de coupure de l'internet en 2024. La dernière remonte à 2021 et a été souvent considérée comme une exception, lors des dernières élections présidentielles du pays qui ont vu un changement de gouvernement.
Lois, politiques et autres mesures visant à promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet	P37	4	La loi sur le Fonds pour l'accès et le service universels existe et constitue un mandat de l'autorité de régulation ZICTA, avec des objectifs annuels. La difficulté réside dans la transparence du montant total des fonds alloués et dépensés chaque année, dans le degré de réalisation des objectifs, ainsi que dans l'établissement de rapports réguliers et traçables. Il est nécessaire d'améliorer la divulgation et la transparence en ce qui concerne l'utilisation efficace et adéquate du Fonds de solidarité de l'Union européenne (UASF).
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	3	De plus en plus d'arrestations et d'inculpations de citoyens ordinaires sont signalées sur la base de messages publiés sur les médias sociaux et considérés comme de fausses nouvelles.
La législation sur la sédition	P22(2)	2	Recours accru aux accusations de sédition, en particulier à l'encontre des dirigeants de l'opposition.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)	2	De plus en plus d'incidents ont été signalés, principalement des arrestations de journalistes qui font des reportages sur le gouvernement et sur des questions de corruption et de gouvernance présumées.
Législation sur la protection des données.	P42	4	Une législation sur la protection des données a été adoptée. La mise en œuvre et l'application ont été très lentes, et l'indépendance du commissaire à la protection des données par rapport au bureau du président est remise en question, car les commissaires sont nommés par le bureau du président. En outre, le bureau du commissaire à la protection des données manque notablement de ressources financières et humaines.
Les États interviennent et exigent le retrait de contenus en ligne par les intermédiaires de l'internet	P38 et P39(4)	4	Cela n'a pas été signalé en 2024.

Atteinte à la confidentialité des communications	P41	3	Aucun cas n'a été signalé en 2024. Le dernier cas notable remonte à 2023, lorsque l'autorité de régulation a exigé des photographies faciales en direct pour les personnes ayant besoin d'une carte SIM. L'affaire a été portée devant les tribunaux par Fondation Chapter One et Blogueurs de Zambie. Toutefois, le projet de législation sur la cybersécurité est préoccupant car il comprend une disposition relative aux demandes ex parte d'accès, de confiscation et de surveillance des communications des citoyens.
L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive des informations sur les technologies numériques.	P29(3)	4	Juste avant l'année sous revue, la loi sur l'accès à l'information a été adoptée. Le gouvernement est relativement proactif à cet égard. En particulier par le biais d'exercices d'inclusion numérique et de tournées de présentation.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	4	Lancée après un large engagement des parties prenantes. Elle s'ajoute à la stratégie nationale de transformation numérique qui couvre la période 2023-2027.
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en ligne	P37(5)	2	Des lois inadéquates sur la sécurité des enfants en ligne. Les cyberprojets de loi proposée mettent l'accent sur la protection des enfants, mais il n'existe pas de politiques ou de lois autonomes en la matière.
Inclusion numérique	P37(3)	3	Augmentation progressive de l'utilisation de la téléphonie mobile et de l'internet dans le pays. Le gouvernement investit activement dans l'élargissement de l'accès en construisant des tours, en augmentant les investissements dans l'opérateur public et dans les acteurs du secteur privé. Cependant, la combinaison du déclin économique et des problèmes d'alimentation électrique a contribué à des problèmes de qualité de service en 2024, l'autorité de régulation s'efforçant d'encourager les opérateurs à se conformer à la réglementation.
TOTAL (jusqu'à 60)		41	

Compte tenu des lacunes et des préoccupations soulevées dans le présent rapport, diverses recommandations sont proposées aux parties prenantes :

Recommandations

Au gouvernement :

- Ne pas promulguer les deux projets de loi sur la cybersécurité dans leur forme actuelle et prendre en compte les contributions des organisations de la société civile concernant

leurs préoccupations à l'égard des deux projets de loi sur la cybersécurité.

- Il est louable que le gouvernement ait abrogé la loi relative à la diffamation criminelle du président. Toutefois, nous l'invitons à prendre des mesures plus importantes pour s'assurer que le gouvernement respecte la liberté d'expression et n'utilise pas des lois telles que la sédition et l'incitation à la haine d'une manière qui pourrait être considérée comme une persécution de personnalités telles que les journalistes, les dirigeants de l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme.
- Encourager une plus grande transparence, le partage des données et l'établissement de rapports réguliers sur l'utilisation de fonds tels que l'UASF.
- Sensibiliser le secteur privé et les citoyens à la protection des données à la lumière du déploiement des cartes d'identité numériques et des systèmes d'information sur la sécurité publique.
- S'engager à collecter des données et des systèmes d'identification numérique d'une manière éthique et non discriminatoire qui ne perpétue pas les pratiques de surveillance.
- Le lancement de la stratégie en matière d'IA est positif, mais il reste encore beaucoup à faire pour jeter les bases de la participation du public à l'IA, de l'éthique dans l'utilisation de la technologie et de l'amélioration de la transparence et de la sécurité dans l'utilisation de l'IA.

Aux médias

- Contribuer au suivi et à la documentation des droits numériques et de l'évolution de l'inclusion en Zambie par des enquêtes approfondies.
- Travailler plus étroitement avec les organisations de la société civile pour amplifier les messages sur les questions de persécution des journalistes dans le pays.

Aux organisations de la société civile

- Mettre davantage l'accent sur les programmes visant à renforcer les capacités des institutions gouvernementales, judiciaires et de sécurité de l'État, en particulier en ce qui concerne l'impact et l'utilisation des technologies émergentes telles que l'IA.
- Une plus grande collaboration entre les différents acteurs afin d'éviter les goulets d'étranglement et la duplication des efforts.
- Continuer à sensibiliser aux droits numériques et à l'inclusion numérique en Zambie.

